

RENCONTRE PROJEP #8

« NUMERIQUE : UN ENJEU D'ÉDUCATION POPULAIRE »

17 OCTOBRE 2022

Animée par :



Maxime BOITIEUX

Coordinateur national chez Peuple & Culture

Avec l'intervention de :



Mathieu MUSELET

Délégué du pôle numérique à la
Ligue de l'enseignement



Noémie OXLEY

Chercheuse et maître de
conférences à American
University of Paris



Emmanuel PORTE

Chargé d'études et de
recherche à l'INJEP



Luc ROUSSEL

Délégué de la Fédération des
Centres Sociaux et Socioculturels
du Nord Pas de Calais



Maïka SEGUIN

Directrice régionale de la
Fédération régionale des MJC –
ADL PACA

Patrick CHENU

Bonjour à toutes et à tous, je suis très heureux de vous accueillir pour cette huitième rencontre PROJEP, des rencontres pour la prospective, pour la jeunesse et l'éducation populaire, organisées par le FONJEP. Cette huitième rencontre s'intitule « Numérique, un enjeu d'éducation populaire ». Je tiens à remercier toutes les personnes présentes dans la salle ainsi que celles qui nous suivent en direct et qui ont aussi la possibilité d'interagir. Je salue aussi les intervenants et intervenantes dans la salle.

Face aux grands défis qu'ils soient climatiques, démocratiques, numériques de notre société, les associations font l'objet de fortes tensions. Il est urgent aujourd'hui de prendre en compte ces pratiques, ces nécessités d'évolution, de fonctionnement des associations, d'adapter les usages. Il est urgent aujourd'hui de prendre en compte ces pratiques sur la nécessité de se protéger, d'anticiper les changements et de réfléchir collectivement à l'éducation populaire de demain pour être au rendez-vous des enjeux actuels et à venir. Réfléchir ensemble, c'est l'objectif premier de ces rencontres PROJEP. Aujourd'hui, nous nous attaquons à la première de ces grandes transitions ou de ces grandes ruptures, la transition numérique. En effet, la période actuelle est marquée par une transformation numérique impliquant une rupture technique forte d'une part par l'utilisation d'outils nouveaux et d'autre part par la massification d'outils existants. L'étude à impact de l'UDES sur le numérique dans le secteur de l'économie sociale et solidaire dénombre plusieurs avantages à ces nouveaux outils. On cite, par exemple, dans les mutuelles, la volonté de lutter contre les déserts médicaux avec des accès aux soins à distance. Le service à la personne dans le secteur sanitaire et social. De nombreux projets autour des expérimentations d'introduction de la domotique dans les habitations des usagés. Dans les missions locales, le développement d'applications permettant de favoriser la mise en relation entre l'entreprise et les jeunes en recherche d'emploi. Dans l'éducation populaire, l'émergence de labs pour appuyer les pratiques numériques des enfants et des jeunes.

Cependant, cette étude nous met en garde. Car si les outils numériques apportent de nouvelles réponses, ils comportent d'importantes barrières à l'entrée qui peuvent entraîner des difficultés d'usage pour les publics en difficulté.

Du côté des salariés de ces structures, l'étude montre que le développement d'outils numériques a participé à une forme de polarisation des emplois, avec d'un côté, des emplois émergents à forte valeur ajoutée et de l'autre des emplois en voie de déqualification. Le risque est que la nouvelle répartition oppose ceux qui maîtrisent l'ensemble du processus et d'autres qui n'interviennent que sur une partie de celui-ci. De ce point de vue, les transformations numériques risquent de laisser de côté toute une partie de la population salariée. Enfin, deux ans après le terrible meurtre qui a vu la disparition du professeur Samuel Paty, Les associations de jeunesse et d'éducation populaire ne peuvent pas ne pas considérer la question de la nécessité vitale d'accentuer le travail d'éducation aux médias et à l'information, du développement de l'esprit critique face aux risques de manipulation de masse, qui sont notamment rendus possibles par l'omniprésence des réseaux sociaux. Comment remédier à tout cela ? En quoi les acteurs de l'éducation populaire s'emparent de la question du numérique ? En quoi les nouveaux médias modifient le rôle éducatif des associations de jeunesse d'occasionalisme populaire ? Comment articuler actions associatives et numérique avec les politiques publiques ? Ce sont des questions auxquelles nous allons tenter de répondre ce soir. Je vais laisser la parole à Maxime BOITIEUX, coordinateur national au sein de Peuple et Culture, qui présentera les intervenants et animera cette table ronde.

Maxime BOITIEUX

Bonjour à toutes et à tous. Merci, Patrick, pour ce mot d'ouverture. Effectivement, ce PROJEP N°8 fait le lien à la table ronde du 17 juin autour des grandes transitions. Ce qu'on retient du débat du 17 juin, c'est qu'on ne peut pas voir les choses de manière décloisonnée : il n'y a pas d'un côté le numérique, d'un côté la démocratie et d'un autre côté le changement climatique. Il y a un enjeu en tout cas de créer

des espaces communs autour de ces questions, des espaces communs entre l'État, les associations et les citoyens et citoyennes. Un 2e enjeu est autour de faire un état des lieux de ce qui existe déjà, un état des lieux du « déjà-là ». Enfin, il y a un enjeu de sensibiliser les personnes et d'accompagner et former. C'est autour de ces trois points que l'on a construit le débat d'aujourd'hui. Je vous propose tout d'abord en laissant la parole à chaque intervenant et intervenant pour se présenter en quelques mots. On va commencer avec Mathieu, qui est en ligne. Mathieu est délégué du pôle numérique à la Ligue de l'enseignement.

Mathieu MUSELET

Bonjour. Excusez-moi de ne pas être parmi vous, mais le calendrier est particulièrement chargé. Je ne suis pas tout à fait « délégué représentant » de la Ligue de l'enseignement, mais j'en fais partie. Je suis un chargé de mission nationale délégué. C'est un nom un petit peu pompeux pour dire que je suis situé en région centre- Val de Loire pour une partie de mon activité je suis mis à disposition de l'ensemble du réseau des 102 fédérations en particulier pour accompagner le réseau de la Ligue de l'enseignement sur ces questions-là. Je suis très heureux d'être parmi vous.

Maxime BOITIEUX

Merci Mathieu. Nous allons donner la parole à Maïka SEGUIN, directrice régionale de la Fédération régionale des MJC PACA.

Maïka SEGUIN

Merci, Maxime, vous avez tout dit. Sous une autre casquette, j'ai eu l'opportunité aussi de piloter un projet de création d'un kit pédagogique d'éducation aux médias et à l'information qui s'appelle « Des-Infox » et dont je vous parlerai tout à l'heure.

Maxime BOITIEUX

Merci. Donc sans trop en dire, je vais donner la parole maintenant à Luc ROUSSEL.

Luc ROUSSEL

Délégué à la Fédération des centres sociaux Nord Pas de Calais en charge de la recherche prospective

Maxime BOITIEUX

Merci. Noémie OXLEY ?

Noémie OXLEY

Bonjour. Je suis maître de conférences et chercheur à l'université américaine de Paris et je parle aussi au nom de Jessica Feldman, avec qui on a fait cette recherche, qui est également chercheur et maître de conférences à l'université américaine de Paris, dans le département de médias, culture et communication.

Maxime BOITIEUX

Merci. Emmanuel Porte ?

Emmanuel PORTE

Je suis chargé d'études et de recherches à l'INJEP, l'institut national de la jeunesse et d'éducation populaire. Je travaille entre autres sur les questions d'éducation populaire, de la vie associative sous l'angle à la fois du numérique et de l'environnement, comme on a pu avoir l'occasion effectivement d'en discuter déjà un peu au mois de juin.

Maxime BOITIEUX

Merci beaucoup. On va entrer directement dans le sujet, dans la première partie de ce PROJEP, qui s'intitule éducation populaire et numérique. Il s'agit dans cette partie de faire un état des lieux, ce que vous faites, et de voir comment cette éducation populaire si située par rapport à l'utilisation du numérique et de comment on s'empare de la question du numérique. Je passe directement la parole à Mathieu.

Mathieu MUSELET

Merci. J'ai essayé de résumer cela, car c'est une entrée dans la pratique, dans un programme qui nous a boostés, en 2015-2016, qui s'appelait les « déclics du numérique ». Il s'agit de mettre des acteurs au service de l'ensemble du réseau. On ne l'a pas fait seul, on a formé des acteurs pour qu'ensuite les animateurs puissent disposer d'outils. Pour vous donner une photo, cela concernait quand même 7436 animateurs. Parallèlement, on a mené le programme « décodeurs » qui était du même ordre, c'est-à-dire un outillage pour les volontaires du service civique. Cela a concerné 1125 volontaires, qui ont été équipés et outillés dans leur mission de volontariat. Grâce à ce projet, sur les 102 fédérations, on en a eu 85 à l'issue du programme qui nous ont donné un référent numérique.

Il nous semble, puisqu'on a fait le point dernièrement dans notre réseau, qu'on a cinq pratiques autour du numérique qu'on pourrait caractériser de la sorte : des pratiques de médiation du quotidien ; des pratiques numériques liées au parcours d'inclusion ; des pratiques numériques de découvertes et ludiques ; des pratiques pédagogiques, au sein de l'éducation populaire ; et des pratiques militantes émancipatrices, où on crée un objet, une alliance pour produire des dispositifs. J'ai essayé de vous retracer les grandes pratiques qu'on peut trouver aujourd'hui et de ce qu'elles peuvent porter en termes de dialectiques et de sujets à travailler.

Maxime BOITIEUX

Merci beaucoup. On va donner la parole à Luc.

Luc ROUSSEL

La Fédération des Centres Nord Pas-de-Calais est une fédération de 170 centres sociaux fédérés. Le projet « centres sociaux connectés » a commencé en 2017 avec huit centres sociaux de la métropole lilloise et a très vite essaimé sur plus de 70 centres sociaux dans le Nord Pas-de-Calais. Il y a également un projet cousin, qui est le projet centres sociaux connectés des pays picards. Après la crise COVID, vu l'enjeu numérique, on a cherché collectivement à structurer, massifier, généraliser cette démarche centres sociaux connectés dans l'ensemble du réseau, à l'échelle des Hauts-de-France, ce qui fait qu'aujourd'hui la démarche centres sociaux connectés mobilise 150 centres sociaux Nord Pas-de-Calais et 40 centres sociaux des Pays Picards.

Les approches fondamentales de la démarche centres sociaux connectés, c'est de dire que l'important face à cette transition numérique, qui est fulgurante, n'est pas tant la question d'investissement, mais celle des usages. Ce n'est pas tant la question de l'accès au droit, que de passer à un cran sur l'inclusion, mais aussi par-delà l'inclusion sur les transitions numériques et les questions de l'innovation liées aux usages numériques. Ce n'est pas d'être sur une approche sur des publics cibles ou des thématiques cibles, mais c'est bien d'avoir une approche globale transversale, quels que soient les âges et les milieux sociaux, les conditions de vie sur un territoire, qu'on soit loin ou proche de tout ça. C'est de se dire aussi que le numérique, c'est un risque mais que c'est aussi un levier de soutien à la capacité d'agir des habitants.

La méthode consiste à coconstruire avec les parties prenantes : habitants, professionnels et bénévoles des centres sociaux, partenaire, de faire projet sur un territoire, dans une visée de changement social pour un numérique « humain et solidaire » comme le promet notre manifeste des centres sociaux de France.

Comment cela s'incarne au niveau du centre social ? Souvent, dans les projets centres sociaux connectés, ça commence par la digitalisation du centre social, coconstruite par les personnes concernées. C'est très concret. Au début du projet à Lille, il fallait coconstruire des bornes fixes ou itinérantes adaptées à leurs usages. En matière éducative, on utilise un levier ludique, car c'est un changement de culture et de langage. Ça permet de s'approprier les choses. En matière de jeunesse, lorsqu'un groupe de jeunes est accompagné pour monter une borne d'arcade ou une web radio, c'est une matière très intéressante d'agir avec les jeunes en s'appuyant sur leurs savoirs - faire. Le numérique devient alors levier pour les habitants. Il est nécessaire de mobiliser une diversité des supports pour pouvoir faire levier avec les habitants sur les territoires.

Maxime BOITIEUX

Merci beaucoup. Je vais donner la parole à Maïka.

Maïka SEGUIN

Le réseau des MJC s'est saisi de la question. Tout ceci a commencé en 2015-2016. À l'époque, nos collègues en Alsace sont interpellés par des jeunes qui viennent les voir et qui leur disent « écoutez, il y a des discours de haine sur les réseaux sociaux. On ne peut pas rester comme ça, il faut que nous fassions quelque chose ». Est donc né un premier outil qui s'appelle « Savoir, Comprendre, Agir pour dire Non à la Haine ». Trois modules dans ce premier outil proposaient déjà une première approche des questions liées aux médias. En 2018, notre réseau national invite les animateurs de cet outil lors d'un séminaire. Les professionnels du réseau font remonter un besoin essentiel : « On ne va pas assez loin. Il faudrait un outil ad hoc. » En 2019, la Confédération des MJC de France me confie la mission de travailler un outil pédagogique sur l'Education aux Médias et l'Information. Compte tenu des enjeux forts, et bien sûr en appui des représentants du réseau des MJC, nous prenons le parti de mettre autour de la table des enseignants-chercheurs, des collègues de Jeunesse et Sports, des journalistes, le Collectif de Recherches Transdisciplinaire Esprit Critique et Sciences (CoRTECS) ainsi que des créateurs graphiques. Le groupe travaille un an pour la conception. L'outil « Des--Infox » propose six modules différenciés, mais complémentaires. L'approche de l'outil est de ne pas être manichéen. Il permet de poser des bases de réflexion et donc d'entraîner l'esprit à décrypter les informations qui nous parviennent. Il y a une entrée linguistique (comment les mots impactent notre manière de comprendre une réalité), une approche journalistique, une approche scientifique, une approche historique, une approche psychosociologique et un travail d'enquête (au cours duquel les étudiants ont déconstruit des fake news scientifiques). Nous avons lancé « Des--Infox » l'année dernière, un an après l'attentat contre Samuel Paty. C'est un outil maintenant présent dans toutes les régions en France pour 130 animateurs formés à l'animation. On vise 100 000 jeunes sensibilisés à cet outil pédagogique. Nous sommes aussi sollicités pour intervenir en milieu pénitentiaire. On est donc vraiment dans une démarche de formation de l'esprit et de déconstruction des mécanismes de pensée.

Maxime BOITIEUX

Merci. On va donner la parole à Noémie.

Noémie OXLEY

Notre projet avec Jessica est d'étudier l'impact des outils de communication sur le fonctionnement en ligne d'association, qui luttent, pour celles qu'on a choisies, pour la justice sociale et l'environnement. Le terrain allait de petites structures d'aides au logement aux États-Unis, des associations d'aides aux migrants et des plus grosses associations. L'idée, c'était de comprendre comment le fonctionnement, l'identité, l'intégrité de ces associations sont durablement traversés par la révolution numérique. La question était de savoir si les outils numériques permettent une autogouvernance de ces associations et si leur présence en ligne est nécessaire à leur existence ? On avait une approche pluridisciplinaire,

d'abord une étude ethnographique, pour ensuite tenter de comprendre comment cette transformation numérique transforme ces associations.

La question, c'est l'impact de ces transitions sur les associations. On voit qu'il y a des impacts négatifs : il y a une réduction de la participation. Des nouveaux conflits apparaissent. Au niveau de l'accessibilité, cela pose un problème également. La question de la vie privée se pose aussi.

On peut dire qu'au cours de notre étude, il est apparu de façon récurrente que les groupes associatifs ont besoin de ces outils suivants : des plateformes de réseaux sociaux pour le partage d'idées et de relations plus sécurisées avec une modération de contenu conforme à des missions prédéfinies, des plateformes collaboratives, rédaction, élaboration de loi et de référendum, des prises de décision qui soutiennent mieux les discussions et qui permettent pour les groupes importants différentes formes de votes et plus de fonctionnalités, mais aussi des outils de vidéoconférence qui préservent la vie privée qui permettent la traduction simultanée et la confidentialité.

Il faut comprendre qu'il y a à la fois une utilité et une limite des réseaux sociaux traditionnels à but lucratif, au regard des missions associatives et de justice sociale. Il y a également une nécessité absolue enfin qui est très importante de créer des outils de communication qui soient entièrement indépendants.

Maxime BOITIEUX

Merci beaucoup à tous les quatre pour vos interventions. La proposition, et j'ai oublié de l'annoncer dans l'introduction, est de donner la parole après chaque intervention à Emmanuel Porte pour qu'il puisse réagir. Sur cette première partie, où on démontre que le numérique n'est ni l'alpha et l'oméga, ni le grand méchant...

Emmanuel PORTE

Oui, c'est un peu difficile de faire une réaction qui n'entraînera pas de réponse. Ce qui me semble intéressant dans les différentes expérimentations lancées, c'est qu'on voit bien que la rupture numérique qu'on a connue dans les mouvements d'éducation populaire me semble être une rupture culturelle complète. On a eu un choc technique, une révolution des usages, on a eu une prise en compte de cette thématique. La nouvelle période qui s'ouvre, c'est d'arrêter de nommer le numérique comme un champ d'activités parmi d'autres, mais de voir comment tout un tas de pratiques numériques irrigue les pratiques pédagogiques, les manières d'opérer la formation... C'est cette question qui est devant nous : comment refait-on du numérique un élément de la réflexion culturelle et pédagogique des mouvements d'éducation populaire. Comment on tient compte de ces 20 dernières années du développement d'Internet et de ses usages, qui a été en gros, une très forte expérience d'autodidaxie ? Il est devenu très facile pour les publics concernés de devenir des acteurs d'une production culturelle individuelle ou collective.

Maxime BOITIEUX

Merci beaucoup. Vous avez commencé à parler de cette rupture sur les pratiques professionnelles. Pour aborder cette deuxième partie, on va commencer par donner la parole à Noémie. Qu'est-ce que le numérique change dans les pratiques des associations ?

Noémie OXLEY

Au téléphone, avant-hier, j'ai dit à Maxime : « Rien. » Mais ce n'est pas vrai, mais un peu quand même. La plupart des gens à qui on parlait nous disait que le numérique était une entrave, un mal nécessaire, mais que ça ne remplacerait jamais le travail effectué en physique. C'est compliqué pour les grosses associations pour que le numérique englobe leurs pratiques.

Maxime BOITIEUX

Merci. Pour aller plus loin dans la présentation de l'outil pédagogique « Des-Infox », comment agir contre la lutte contre la désinformation ?

Maïka SEGUIN

En expérimentant, en informant, en sensibilisant. Dans la pratique quotidienne, c'est plutôt un frein. Mais les animateurs dans les associations utilisent les réseaux sociaux comme un outil de communication avec leur public. Ils sont soumis aux mêmes tentations que les jeunes. On se fait tous avoir par cela. Ce que nous leur proposons, c'est un parcours pédagogique de 3,5 jours pour les sensibiliser à ces questions. Ils s'aperçoivent qu'ils se font avoir, qu'ils sont soumis aux mêmes tentations. Quand nous annonçons 3,5 jours de formation, ils nous disent qu'ils n'ont pas le temps. Ils terminent ces journées en expliquant que c'était trop court, qu'il aurait fallu aller plus loin. On est au stade où on fait des retours d'expériences. Les animateurs se font moins avoir, ils vont prendre de la distance avec ce qu'ils voient, lisent... Le champ est à peine amorcé selon moi. La question de la formation est capitale.

Maxime BOITIEUX

Vois-tu d'autres difficultés pour les animateurs et animatrices ?

Maïka SEGUIN

Pour beaucoup d'entre eux, c'est la génération qui est née avec les réseaux sociaux. Ils n'ont pas eu cette éducation. Nous dans la salle également. On a appris à s'en servir comme on a pu. On est démunis. C'est une vraie contrainte. Les jeunes sont plus performants que nous et ils naviguent dans des cercles que nous ne connaissons pas. Lorsqu'on s'en rend compte, il est déjà trop tard. Le numérique n'est pas une autre vie, c'est la même réalité. L'espace est simplement différent.

Noémie OXLEY

Notre recherche concernait des groupes qui se méfiaient énormément des réseaux sociaux. Pour eux, c'était un frein à leur activité. En revanche, sur les associations qui sont plus implantées, elles savent employer des stratégies en communication. Il faut toujours se poser la question du temps accordé à la pratique de ces usages.

Maxime BOITIEUX

Merci. Je vais maintenant donner la parole à Luc pour revenir la question de l'accès aux pratiques numériques et comment on peut faire revenir ceux et celles que le numérique a écartés.

Luc ROUSSEL

C'est un réel enjeu de société. L'ambition de centres sociaux connectés est de positionner le centre social comme « tiers lieu numérique » de proximité », dans un maillage territorial qui rejoint la diversité des contextes sociaux et territoriaux : notre ambition est de pouvoir contribuer au développement des personnes et des territoires, pas simplement en agissant dans les centres-villes des grandes villes, mais dans les quartiers populaires, les territoires péri-urbains, ruraux dit « périphériques ».

Je vois cinq ou six ingrédients pour « faire revenir ceux et celle que le numérique a écartés ». Le premier, c'est de repartir des territoires. Le deuxième, c'est coconstruire et être en écoute large « dans » et « hors les murs » de ce qui fait problème chez les gens. Le troisième ingrédient, c'est la dimension ludique et partir du potentiel des personnes. La dimension ludique a une dimension politique très forte. C'est dire que le numérique est un nouveau langage. Cette dimension ludique, ça permet d'appréhender cette culture, ce langage, pour ne pas être déclassifié. Il faut démystifier le rapport au numérique. Le quatrième ingrédient, c'est que le numérique soit intégré dans le projet associatif et porté politiquement par l'association dans une visée de changement social. Un autre ingrédient, c'est la question des métiers. Selon moi, il faut une animation transversale, une ingénierie qui accompagne la

montée en puissance de tout le territoire. Le dernier ingrédient, c'est la coopération décloisonnée. Cela fonctionne lorsqu'on arrive à faire réseau et système sur un territoire avec les différents acteurs concernés.

Maxime BOITIEUX

Merci beaucoup. On va donner la parole Mathieu. Tu as parlé de cinq pratiques du numérique à la Ligue. Comment, à ce parcours éducatif, intègre-t-on les personnes qui en bénéficient et les acteurs de la Ligue ?

Mathieu MUSELET

Je voulais vous partager une réflexion qui est la question de la fracture numérique. On pense qu'elle ne doit pas être réduite à la fracture sociale ou territoriale. Au moment où on parle, je n'arrive pas à régler mon son. On s'aperçoit que dans le digital, plus on s'en sert, plus on est en fracture. Lorsqu'on peut s'adapter, les choses passent. Mais de plus en plus, les professionnels, bénévoles, ou volontaires à qui on a confié le soin de monter en compétences sont eux-mêmes, dans des difficultés permanentes. Ils peuvent ensuite faire face à deux chemins. Le premier, c'est de se dire qu'il faut avoir une posture solidaire vis-à-vis du numérique. La fracture n'est pas forcément la reproduction d'un zoom permanent sur des catégories supposées déficientes. Cela ne marche pas comme cela. Les jeunes ont des pratiques habiles. Pour autant, ils restent jeunes. On peut inventer des approches sur « comment articuler bénéficiaires et professionnels, qui partent de l'idée d'agir ensemble ». Plutôt de partir de la distance, on partirait de la confiance et on distribue les rôles. C'est une pratique de l'éducation populaire qui se reproduit. On pourrait dire que mettre l'utilisateur au cœur des processus de délibération est rendu extrêmement difficile dans le cadre du numérique par la nécessité de la maîtrise technique, de l'environnement politique. C'est une injonction qu'on pose beaucoup dans les commandes de l'État. En revanche, l'étape du consentement pourrait être mieux travaillée. À partir du moment où on embarque nos publics dans une découverte, le fait de bien replacer la personne au cœur de l'objectif, d'analyser son consentement, permet d'avoir quelque chose d'engageant. Cela a été sous-estimé, mais on essaye de le reproduire.

Pour répondre à ta question sur comment construire un parcours éducatif par le numérique en intégrant bénéficiaires et professionnels, je pense qu'il faut continuer les stratégies de professionnalisation, parce qu'on a beaucoup compté ces dernières années sur l'autoformation en développant des outils. Ce n'était pas complètement intégré dans la formation continue parce qu'on ne le savait pas le faire. Voilà les quelques réflexions que je voulais vous partager.

Maxime BOITIEUX

Emmanuel, je te laisse la parole pour une réaction sur le « on apprend et on fait ensemble ».

Emmanuel PORTE

Je vais répondre par rapport à la problématique que tu avais proposé à tout le monde, qui était le rôle éducatif des associations face au numérique. Ce qui me frappe quand on discute de cela, c'est que le problème que tout le monde a connu est que le numérique est venu bouleverser en même temps les publics et les professionnels. Tout le monde a été synchronisé à une même révolution, mais à des étapes de vie très différentes. Cela doit nous interroger sur la manière dont on pourrait en tirer des conséquences pédagogiques pour essayer de tenir compte de ce que les uns et les autres apprennent ensemble. Ce qui me frappe quand on observe un animateur avec un groupe de jeunes, c'est qu'il y a des apprentissages mutuels. Le numérique permet de se connecter plus loin mais différent. Seulement, c'est sur ce « plus loin » qu'on n'a jamais le temps de travailler. C'est ça l'enjeu pédagogique. Qui sont les penseurs de la révolution numérique pour l'éducation populaire aujourd'hui ? C'est difficile de trouver cette réponse sur les penseurs pédagogiques du XXème siècle, qui n'ont pas été bousculés comme cela. Du coup, tout le monde expérimente. Ce qui manque à beaucoup, et ça peut être le rôle des grosses structures, c'est d'offrir des espaces dans lesquels on peut croiser ces expérimentations

pour en tirer des fruits d'analyses politiques et pédagogiques. Historiquement, dans les structures d'éducatrices populaires, on expérimentait des formes de pédagogies actives, mais elles ont compris assez vite pour qu'on puisse y inclure un maximum de gens, il fallait qu'on essaye de constituer les groupes pédagogiques sur lesquels on travaille. On a pensé des pédagogies de groupes. Au XXI^e siècle, la question que je me pose, c'est comment est-ce qu'il faut tenir compte de ce qui arrive pour retravailler les pédagogies avec des publics qu'on ne peut plus exclusivement considérer comme constitués par la pédagogie elle-même. Sur le numérique, le public est souvent constitué par les pratiques numériques des jeunes, qui sont la plupart du temps les mêmes que les animateurs. Le chantier est encore long.

Maxime BOITIEUX

On va prendre un temps de questions, dans le public ou sur le tchat.

Alain CASIER (dans le public)

Alain Casier, de la Fédération de Paris des centres sociaux. J'ai deux questions. Une première question au collègue de la Ligue de l'enseignement, qui a parlé de « dégooglisation » des pratiques. Je voudrais savoir comment ça a été mené avec Framasoft par exemple. La deuxième question concerne l'exposition mise en place et développée par les MJC. Je veux savoir si cette exposition est disponible pour d'autres structures. Est-elle en partie dématérialisée ?

Mathieu MUSELET

Il y a encore du boulot, j'ai encore une adresse Gmail. On a saisi la proposition de Framasoft, car ils offrent quelque chose qui s'appelle « Les chatons », qui permet aux collectivités locales de se saisir du savoir-faire. On a eu une opportunité grâce à une initiative de la Fédération de Mayenne, de récupérer des serveurs avec des bénévoles qui étaient prêts à s'en occuper et de se dire que pour la localisation de la donnée, on va héberger des serveurs à ce niveau et créer une suite logicielle, un tchat, du cloud, qui va être disponible pour les Fédérations et les associations. Il y a un prix. Tout n'est pas gratuit. On a un modèle très peu cher, mais qui a le prix réel du giga. Derrière, on essaie de cultiver des systèmes solidaires, qui produisent, mais qui soient des vrais services aux associations. Ce sont des alternatives efficaces. Il ne surtout pas qu'on bricole en revanche. Quand on veut « dégoogliser », il faut être à la hauteur de l'ambition. Il faut progresser dans les Fédérations. On doit respecter un cahier des charges et une exigence qui est importante. Je ne sais pas si j'ai répondu à ta question, mais voilà l'origine du projet.

Maxime BOITIEUX

Merci. Avant de passer à la deuxième partie de la question, y a-t-il des réactions sur cette « dégooglisation » ?

Noémie OXLEY

C'est très difficile pour les associations militantes de se départir de plateformes privées. Il y a une grande méconnaissance du fonctionnement exact de ces plateformes. Je veux parler des modèles économiques, la manière dont les données sont traitées et comment elles structurent les rapports entre les gens. Cette éducation doit être faite. Dans toutes les associations qui ont été consultées, c'est compliqué d'aller au-delà de Zoom. Créer des outils qui ne demandent ni de l'État ni de sociétés privées demande du temps que les bénévoles n'ont pas forcément.

Maxime BOITIEUX

Merci beaucoup. On peut passer à la deuxième partie de la question. L'exposition est-elle dématérialisée et accessible ?

Maïka SEGUIN

Aujourd'hui, elle est très matérialisée. Elle prend la forme d'une malle de transport qui tient dans une Clio. Je ne pourrai pas vous en dire beaucoup plus. Il faudrait que vous vous rapprochiez de mes collègues de la Fédération régionale d'Île-de-France. Je ne peux pas répondre à leur place.

Je vais peut-être relancer le débat. Nous avons pris le parti de créer une application grand public, gratuite pour « Des-infox ». Le propos de l'appli sera « on est entre nous, on a un échange. Je veux vérifier une information. L'application va me proposer de suivre un parcours de recherche qui va me permettre de savoir si l'information que j'ai rentrée dans l'application est fiable. » Entendez bien « fiable ». Je n'ai pas dit « vraie ». Est-ce oui ou non je peux m'y fier ? Le cas échéant, quelles recherches je devrai faire pour être plus sûr de l'information rentrée dans l'application ?

Noémie OXLEY

C'est vous qui l'avez créé cette application ?

Maïka SEGUIN

Oui.

Noémie OXLEY

Donc c'est complètement lié à cette histoire d'autogouvernance. Il y a une appropriation qui est très intéressante.

Emmanuel PORTE

Ce que je voulais dire, c'est de savoir à quelles conditions le numérique peut-il rester émancipateur ? Comment avons-nous une source commune et comment peut-on la réguler ensemble ? Un des problèmes dans l'utilisation de plateformes privées, ce n'est pas qu'elles soient privées, c'est qu'elles sont souvent de l'autre côté de la planète et qu'en plus, nous n'avons aucun contrôle sur ces plateformes.

Le numérique est un monde qui est bourré d'intermédiations. Le rapport entre les gens est filtré par des dispositifs techniques dont on ne maîtrise pas le processus de design, de fabrication et de régulation. L'enjeu porté par Framasoft est de ne pas rentrer dans une logique de centralisation, car c'est trop de pouvoir donné à une seule personne. L'enjeu sera pour la communauté de savoir comment on connecte et on agrège les données.

Maxime BOITIEUX

C'est le moment de passer à la troisième partie. On a parlé des associations, des grandes entreprises. Il nous manque peut-être l'État et les politiques publiques. Les associations d'éducation populaire vivent avec ce principe de cogestion. La question, en termes d'enjeux numériques, quelle articulation existe-t-il entre ces enjeux et les réponses des politiques publiques ? Quelles sont les politiques qui ont soutenu l'accompagnement et la lutte contre les fractures ? Enfin, quel est le lien entre le pouvoir des politiques publiques et les enjeux du numérique ?

Noémie OXLEY

Ces associations avec lesquelles on travaille sont en marge avec l'État. On se creusait la tête pour comprendre le rôle de ces politiques publiques. Dans le cas de la COP21, il y a eu un financement donné pour réduire la fracture numérique. Aux États-Unis, le financement de l'État, c'est plus compliqué, mais il y a des petits financements qui peuvent être trouvés. C'est au niveau européen que c'est intéressant, car il y a des projets de souveraineté digitale pour créer des plateformes et contre Facebook et Google. Je suis très pressé d'entendre mes collègues à ce sujet, surtout vis-à-vis du contexte politique actuel.

Luc ROUSSEL

Il y a un réel changement de paradigme. Le numérique réactualise la manière de faire de l'éducation populaire de la même manière que l'éducation populaire peut enrichir la manière d'agir sur le numérique. L'enjeu est de rendre les habitants acteurs de cette transition numérique.

L'autre élément qui me marque, c'est que lorsque les acteurs parlent de politiques publiques et numérique, sont d'abord évoqué les 4000 Conseillers Numériques France service qui ont été déployés depuis deux ans. Ça a son utilité. Mais on voit que sur ce sujet, on a besoin d'encadrer cette action d'inclusion numérique avec une démarche plus systémique sur les territoires d'accompagnement de la transition numérique et d'innovation numérique.

Il est important de faire la promotion de l'utilisation du numérique comme levier, et cela à tous les étages des politiques sociales : en matière d'enfance, jeunesse, famille, seniors, et d'articuler les défis numériques avec les défis éducatifs, écologiques, démocratiques...

Mathieu MUSELET

La question de l'éducation populaire ne peut se lire en dehors de la politique de l'État. On aurait pu penser que la question du numérique aurait emmené toutes les collectivités. Force est de constater qu'il y a des choix très différents et une montée en puissance très importante des outils.

Il y a eu des effets positifs des grands programmes sur certaines structures. Des structures comme les nôtres en ont bénéficié. Les aspects négatifs, c'est l'harmonie qu'on recherche sur des collectifs. On pense qu'il faut jouer la question de la loi NOTRE. La question du numérique nous a profondément heurtés dans la question des moyens techniques pour l'accompagner. Cela veut dire quoi pour une association de faire tout ce qu'on vient de dire ? Les associations ne sont pas taillées pour avoir 10 000 euros par an pour honorer toutes les promesses d'éducation populaire. Chez nous, les choses sont encore maîtrisables. On peut se réorganiser, se questionner pour honorer les propositions faites tout à l'heure.

Maxime BOITIEUX

Maïka, tu parlais de la place de Jeunesse et Sports dans votre groupe de travail.

Maïka SEGUIN

Il s'est passé quelque chose avec « Des-Infox ». Dans sa phase de conception, le ministère de la Culture qui dit « écoutez, vous faites des choses intéressantes. Continuez et imaginez-moi autre chose ». Le SDJES s'engage dans la démarche (compétences, moyens financiers et moyens matériels). Une CAF départementale s'est également engagée. Dans la phase de conception, il y eu un véritable travail de co-construction.

L'outil vit aujourd'hui. Nationalement, le ministère continue à soutenir son déploiement. La CNAF a intégré ce volet d'éducation aux médias dans sa convention pluriannuelle d'objectifs. Le réseau, d'un coup, impacte la politique de la CNAF.

Cependant, régionalement et localement, il y a assez peu de soutien de fond. On est sûr de la réponse à de l'appel à projets. On est sûr de l'opportunisme, au mieux sûr de la bonne entente. Il n'y a pas de vraie volonté. Je me demande si l'enjeu aujourd'hui dans cette structuration d'une politique publique en lien avec le numérique et l'éducation médias à l'information, il n'est pas tant sur les jeunes que sur les adultes, finalement. C'est toute la population avec laquelle il faut travailler.

Emmanuel PORTE

Je n'ai pas forcément fait un bilan de tout ce qui a été fait et financé par les différents niveaux de politiques publiques parce qu'on a parlé de choses très différentes. Avec le numérique comme de manière générale avec la vie associative, je trouve qu'on est dans une forme d'émiettement des priorités par rapport aux différents niveaux territoriaux. Cela ne va qu'en se renforçant avec les processus de décentralisation, même s'ils ont d'autres caractéristiques positives. Il est clair

qu'aujourd'hui il y a différentes politiques publiques. Il y a des choses qui relèvent de la mise en réseau d'acteurs, et une autre partie qui s'occupe de l'accompagnement vers la transition numérique. Il y a des difficultés à s'emparer de cette question. Et dans les territoires ? Aujourd'hui, si vous voulez un accompagnement juridique, une formation de vos bénévoles, si vous voulez un certain nombre de choses, vous avez des entités qui existent sur les territoires pour faire cela, que ça soit des maisons des associations, des CRIB. Mais sur le numérique, on est beaucoup plus vite coincés. Très souvent, ce sont des dynamiques qui sont accompagnées par des acteurs qui ne sont ni des acteurs associatifs ni des acteurs publics et qui sont des acteurs privés qui occupent une place sur ces enjeux d'accompagnement. Hello Asso produit de l'accompagnement aux associations, alors qu'au départ, elle développait des services.

Je vais revenir aussi ce qui se passe dans le champ des transitions écologiques. Vous avez des entités importantes comme l'Ademe qui ont la charge d'accompagner ces transitions et de se poser la question de comment les financer et que développer comme alternative à l'émission des appels à projets thématiques. Ils ont développé un modèle qui s'appelle des appels à commun. C'est une invitation à des acteurs très divers sur un territoire ou sur un domaine donné à se regrouper autour d'un projet concret de production d'une alternative technique.

Maxime BOITIEUX

Merci beaucoup. On va pouvoir passer à un deuxième temps de question.

Patrick CHENU

Une question pour Noémie au sujet des travaux qui ont été menés auprès des associations. J'aurais intuitivement tendance à croire que l'appropriation numérique n'est pas la même pour des associations très militantes et des associations plus éducatives.

Noémie OXLEY

Cela dépend ce qu'elles veulent en faire. De base, il y a une méfiance. Ce qu'on a réalisé, c'est que le développement et la conception d'outils numériques propres aux associations sont très compliqués. Car ça ne correspond pas à leur mode de fonctionnement, de vote. L'autre chose, c'est la forme de méfiance dans les associations militantes d'un savoir qui peut être biaisé. C'est un rapport très ambivalent. Dans les associations de la protection de l'enfance, on a l'impression qu'il y a un besoin de visibilité immense, qui peut être lié à un manque de pérennité des financements et peut-être, et c'est une intuition, que le gouvernement actuel est très connecté et réagit à cette notion de visibilité. En tant que chercheur, je comprends le rôle des réseaux sociaux, mais qui s'exerce dans un contexte de précarité à double tranchant.

En revanche, parmi les militants, nombre d'entre eux pendant le confinement, ont trouvé bien de pouvoir dépasser les frontières et se rassembler.

Une personne dans la salle

J'ai l'impression qu'on subit un peu le numérique ce soir, en tout cas dans l'éducation populaire. En même temps, on voit qu'il y a quand même beaucoup de choses dans le numérique qui sont de l'éducation populaire. Comment ça se fait que l'éducation populaire n'arrive pas à faire de « l'educpop » ?

Luc ROUSSEL

C'est justement ce que nous cherchons à faire avec les centres sociaux connectés. Le numérique réactualise nos pratiques de l'éducation populaire. La démarche centres sociaux connectés consiste avec les personnes concernées, via le numérique, à expérimenter, tester, coopérer, faire ensemble, dépasser les frontières, prendre conscience, construire des communs... C'est un beau chemin de soutien au développement du pouvoir d'agir des habitants...

Noémie OXLEY

Le réseau social part d'un principe qui est devenu un mythe, de cette histoire de transparence, d'horizontalité, de connexion entre les gens. Je pense que ce qui manque dans « l'e-ducop », c'est le fait qu'on soit formé à penser ces outils de communication comme des outils qui nous mettent ensemble. Comment les maîtriser pour ensuite créer nos modes de communication ensemble ?

Luc ROUSSEL

On dit souvent dans notre réseau de centres sociaux qu'on utilise le numérique pour « mettre le virtuel au service du réel ». Pour aider à cela il est nécessaire d'avoir des professionnels et bénévoles « passeurs » qui font les liens, accompagnent cette transition, qui soutiennent l'émancipation des personnes et des groupes sur les territoires.

Mathieu MUSELET

Je reviens d'un événement qui s'appelle « Numérique en commun ». Beaucoup de gens se réclament de l'éducation populaire. Elle continue de produire beaucoup de méthodes que l'on retrouve dans les cabinets de l'action publique, dans des groupes de l'ESS. On est passé à côté de la création de codes, d'applications. Les associations ont utilisé pas mal de choses. Framasoft sont des ovnis dans le paysage de la création des applications. J'incite mes collègues à investir dans ces moments-là. Il faut investir dans ces moments, car on voit mieux les conflits avec le secteur privé marchand. Il ne faut pas se la jouer à côté de ce mouvement des communs. Il y a des Numériques en commun locaux qui s'inspirent du mouvement de l'éducation populaire. On fait peut-être une sous-information de cette dynamique. Les militants se sont peut-être sentis un peu seuls à ce moment-là. C'est à nous de rattraper tout ça.

Question d'une internaute

Amalgamer sous l'étiquette « éducation au numérique », d'une part le choix des outils de communication, leur apprentissage, l'informatique et d'autre part l'éducation aux médias d'information ne représentent-ils pas un risque de confusion pour les usagers et les professionnels du secteur socio-éducatif ?

Maïka SEGUIN

L'amalgame, ce sont peut-être nos prises de parole respectives. C'est vrai qu'on intervenait ce soir avec des entrées complémentaires sur cette question du numérique. Je n'ai pas l'impression qu'on est amalgamé les choses. On a répondu aux questions chacun avec notre spécificité.

Noémie OXLEY

J'ai l'impression qu'il faudrait encore du temps, parce qu'il y a les financements publics, les financements privés, l'éducation populaire... On avait chacun des entrées différentes et qu'il faudrait que l'on continue de se parler.

Luc ROUSSEL

Le numérique est une transition fulgurante, anthropologique, qui requestionne l'ensemble des domaines de la vie sociale. On ne peut pas la prendre par petits bouts si on veut la prendre au sérieux. Il faut prendre le numérique de manière très transversale pour que ce soit un levier pour les personnes et territoires.

Emmanuel PORTE

Tout ce qui a pu être fait autour du numérique, quand on a une rupture ou un bouleversement, on a une opportunité de faire autrement. Ce n'est pas comme si le monde avant le numérique ne posait aucun problème d'inégalité sociale ou territoriale. On en hérite aussi. Je pense surtout c'est qu'aujourd'hui l'arrivée de ces expériences diverses offre pour assez longtemps de nouveaux

référentiels d'émancipation, dont la responsabilité des acteurs éducatifs est de savoir comment on la réintègre dans des projets éducatifs et des méthodes d'éducation. Il y a des évolutions structurelles à mettre en discussion. C'est-à-dire comment en quelque sorte des structures, des réseaux et des expériences associatives de l'éducation populaire déjà anciennes peuvent dialoguer avec des émergences qui ne se sont pas faites sur le même rapport à l'école ? Dans nos débats pédagogiques, c'est bien le rapport à la connaissance et le rapport à l'école à l'origine qui fait aussi l'objet, à la fois de coopération, mais aussi de conflit. Certains vont le regretter, mais d'autres vont trouver ça positif, c'est que ça a fait perdre à l'école une partie de sa centralité éducative. Beaucoup des publics qui passent par l'éducation populaire vont s'informer, réfléchir, sur des ressources qui n'ont pas été exclusivement glanées à l'école. De ce point de vue, l'éducation populaire est également très bouleversée par le numérique en tant que complémentaire de l'école.

Maxime BOITIEUX

Merci beaucoup. On va maintenant conclure. À voir comment on poursuit ces questionnements. C'est toujours bien de sortir avec des questions. Il me semble qu'il y a du travail, des enjeux de formation, de professionnalisation, tout ça dans une question très transversale. Le 21 novembre, on sera sur une question en lien avec le changement climatique. Il y a probablement un lien entre l'utilisation du numérique et le changement climatique, il faudrait peut-être encore un prochain débat. Il y aura également un autre PROJEP qui aura lieu un peu plus tard sur les questions de transition démocratique. Merci à vous et il est temps de clôturer ce PROJEP #8. Merci aux intervenants dans la salle, merci à Mathieu en ligne. À bientôt.

